

Le retour d'Al-Megrahi, un obstacle en moins entre l'UE et la Libye

Depuis un an, Bruxelles et Tripoli négocient un accord-cadre pour normaliser leurs relations

Bruxelles
Bureau européen

Dénoncée au Royaume-Uni, mal vue aux États-Unis, la libération anticipée d'Abdelbaset Ali Al-Megrahi, condamné pour l'explosion, sur l'Écosse, d'un Boeing 747 de la Pan Am en décembre 1988, embarrasse les Européens. Les différentes capitales se sont bien gardées de commenter la décision de la justice écossaise mais, en privé, certains diplomates jugent « choquant » que la seule personne condamnée pour l'attentat de Lockerbie ait été accueillie en héros dans son pays. Barack Obama a estimé que la libération d'Al-Megrahi et la réception qui a suivi à Tripoli étaient « tout à fait répréhensibles ». Dans

l'ombre de la polémique, les Européens considèrent cependant que cette initiative judiciaire est susceptible d'améliorer les relations avec l'ancien régime paria du Maghreb, alors que la Commission européenne même de délicates négociations en vue de signer un accord-cadre avec Tripoli. En effet, la Libye exigeait du Royaume-Uni un tel geste pour accélérer le rapprochement.

Rares dirigeants

Quatre cycles de discussions ont déjà eu lieu. Le prochain devrait être organisé mi-octobre à Bruxelles. « Les négociations sont sur les rails et ne seront pas perturbées par la libération de Al-Megrahi, bien au contraire », observent plusieurs diplomates. Les plus optimistes espèrent un accord en 2010, mais ce calendrier pourrait être difficile à tenir, car le régime libyen reste loin de faire l'unanimité. Les pays nordiques, les Pays-Bas et la

Belgique insistent en particulier sur les clauses concernant les droits de l'homme, l'état de droit et la non-prolifération nucléaire. « Les Libyens veulent sortir de leur isolement, mais cela reste le pays de Kadhafi, on ne peut pas le faire à n'importe quel prix », dit un diplomate d'un pays du nord.

Rares sont les dirigeants européens qui devraient se déplacer à Tripoli pour les festivités organisées, à partir du 1^{er} septembre, pour les quarante ans de pouvoir du « Guide de la révolution ». La Commission européenne, qui prévoit d'ouvrir une délégation à Tripoli en 2010, n'a pas été invitée.

Silvio Berlusconi, le président du Conseil italien, devrait, pour sa part, se rendre à Tripoli le 30 août, à la veille des cérémonies, pour un

Les gouvernements britannique et écossais embarrassés

London
Correspondant

L'épreuve fut encore plus rude que la décision proprement dite. Lors du débat d'urgence, le 24 août, devant le Parlement d'Edimbourg, le ministre écossais de la justice, Kenny MacAskill, s'est retrouvé naviguant solitaire dans la zone des 40° rigrissans. Le responsable de la libération

contrôlée d'Abdelbaset Ali Al-Megrahi, le Libyen condamné pour l'attentat de Lockerbie en 1988, a répété que les raisons humanitaires avaient guidé le rapatriement d'un homme atteint d'un cancer incurable qui n'aurait plus que quelques mois à vivre.

« C'était ma décision et uniquement ma décision, je ne la regrette pas (...). Les Écossais sont des gens fiers de leur humanité (...). Une atrocité perpétrée (...) ne peut pas et ne doit pas être l'occasion de perdre de vue ce que nous sommes », a déclaré, d'une voix ferme, presque désincarnée, cette figure de proue du parti autonomiste écossais SNP. Répondant aux réactions indignées et, surtout, aux menaces de boycottage touristique et économique américaines, Kenny MacAskill a révélé que l'Écosse avait reçu des garanties de Tripoli sur un accueil « discret » de l'ancien détenu.

déplacement prévu de longue date à l'occasion du premier anniversaire du traité d'amitié entre les deux pays. Signé en août 2008, entre le Guide et le Cavalière, cet accord entretient les ressentiments de la colonisation italienne.

Cette visite a été jugée « plus que nécessaire » par le ministre des affaires étrangères italien, Franco Frattini : « D'abord parce que Kadhafi est président de l'Union africaine (...). Ensuite parce que nous devons avec ce pays un rapport non seulement économique mais également stratégique. »

Des voix se sont élevées dans l'opposition afin que M. Berlusconi, qui s'est rendu deux fois en Libye en un an et a reçu deux fois

voulu épargner au système judiciaire écossais l'embarras de voir la peine d'Al-Megrahi annulée par la procédure d'appel. Enfin, à l'approche des élections générales, qui doivent se dérouler au plus tard à la mi-juin 2010, Edimbourg s'est efforcé d'évacuer un dossier qui divise l'électorat écossais. La chute des débris de l'appareil avait causé la mort de onze habitants du village de Lockerbie.

Gros intérêts commerciaux

À Londres, le premier ministre, Gordon Brown, se trouve confronté, lui, à une variante du supplice de Tantale. S'il soutient publiquement la décision d'Edimbourg, l'hôte du 10 Downing Street, risque d'envenimer son différend avec l'administration Obama. S'il

Le whisky menacé de boycottage aux États-Unis

Le retour triomphal de l'auteur de la destruction en plein vol, en 1988, d'un Boeing de la Pan Am dont la majorité des victimes étaient américaines, a provoqué la révulsion, en particulier aux États-Unis. Pourquoi diable le gouvernement provincial minoritaire dirigé par Alex Salmond s'est-il fourvoyé dans la haute diplomatie internationale, théâtre où les spectateurs n'ont que faire des bons sentiments ?

Le SNP a voulu démontrer qu'il savait tenir tête à la plus grande puissance mondiale, les États-Unis. Les Écossais, qui ont élaboré la théorie du capitalisme moderne et qui ont été le premier foyer de la révolution industrielle, ont le nationalisme à fleur de peau. Par ailleurs, l'équipe au pouvoir a

Les appels au boycottage du whisky lancés aux États-Unis à la suite de la libération d'Abdelbaset Ali Al-Megrahi inquiétaient les industriels de cet alliage subtil et volatile entre l'eau, le feu et la tourbe. Ainsi, baptisé boycott-scotland.com, un site Internet américain appelle les amateurs à remplacer le whisky des Highlands par le whisky irlandais. Avec 370 millions de livres (424 millions d'euros) de ventes, les États-

Unis représentent 12,4 % des exportations du whisky. Outre-Atlantique, la boisson est le deuxième produit d'exportation écossais après la machine-outil. Les menaces sont d'autant plus prises au sérieux qu'avec la récession le secteur traverse une période difficile, comme l'atteste l'annonce par Diageo de son souhait de fermer l'usine historique de mise en bouteille de Johnny Walker à Kilmarnock. — (Corresp.)

critique l'action du cabinet écossais, M. Brown sera accusé de s'ingérer dans les affaires de la province en violation de la révolution des pouvoirs promulguée en 1999. En outre, les gros intérêts commerciaux du Royaume-Uni en Libye, en particulier pétroliers, ne manqueraient pas de pâtir d'une telle condamnation. Londres s'est contenté pour l'instant d'annuler une visite royale en Libye du duc d'York, fils cadet de la reine et représentant du Royaume-Uni pour le commerce et l'industrie. À écouter le Foreign Office, la décision de rapatrier Al-Megrahi appartenait au gouvernement écossais. Pourtant, en coulisses, Londres a joué un rôle-clé. En effet, Gordon Brown a écrit au colonel Kadhafi, lui rappelant un bref entretien au sommet du G8 en Italie, en juillet, au cours duquel les deux leaders avaient évoqué les conditions possibles d'une libération.

Enfin, Lord Mandelson, le ministre du commerce et numéro deux du gouvernement, a reconnu à deux reprises seif Al-Islam Kadhafi, l'un des fils du chef de l'État libyen, pour discuter de l'affaire. Il apparaît donc peu probable que cette libération ait pu être décidée sans consultation entre Edimbourg et Londres. ■
Marc Roche



Le 24 août au Parlement écossais, le ministre de la justice Kenny MacAskill et le premier ministre Alex Salmond. D. MOIR/REUTERS

La famille Kadhafi provoque une crise politique en Suisse

Genève
Correspondance

Une tempête politique s'est levée en Suisse après l'accord conclu à Tripoli par Hans-Rudolf Merz, le 21 août, le président de la Confédération, également ministre des finances, s'étant excusé de l'arrestation « injustifiée » de Hannibal, fils du colonel Kadhafi, et de son épouse, à Genève en juillet 2008, pour avoir frappé leurs deux

domestiques. Les Libyens obtenaient aussi qu'un tribunal arbitral international soit mis en place à Londres, obligant Berner à prendre les « mesures nécessaires » contre les responsables de l'enquête à Genève si des actes illégaux avaient été commis par eux. M. Merz disait avoir reçu la promesse que les deux Suisses, retenus à Tripoli depuis treize mois en guise de représailles, seraient libérés avant le 1^{er} septem-

bre. « Si ces deux personnes restent en Libye, j'aurais perdu la face », déclarait-il à son retour.

Pas de regrets

Lundi 24 août dans la soirée, le site du journal *Hebdo* affirmait que les orages seraient libérés mardi. Jointe au téléphone, l'épouse de l'ingénieur retenu dit n'avoir « aucune confirmation » de cette rumour. Dénouement proche ou pas,

Hans-Rudolf Merz, qui a agi seul, devra s'expliquer. Le contenu de l'accord conclu avec Tripoli sera discuté, mercredi 26 août, lors de la séance du Conseil fédéral (gouvernement). Evelyn Widmer-Schulmi, la ministre de la justice, s'est déjà étonnée d'une procédure arbitrale internationale portant sur l'action de la justice et de la police genevoise, domaine de la seule compétence cantonale.

Lundi 24 août, Hans-Rudolf Merz a été entendu, à huis clos, devant la commission de politique extérieure du Conseil national (parlement). Les débats, très vifs, ont porté sur le fait que des excuses, et non des regrets, aient été présentées à la Libye. Mais les parlementaires, craignant de mettre en danger le retour des deux Suisses, se sont abstenus de toute déclaration publique. Dans une conférence de presse, David Hillier, le président du gou-

vernement cantonal genevois, s'est dit, lui, « effaré par le caractère improvisé de l'accord passé avec la Libye », estimant que l'*improvisatio juridica* allait encore durer longtemps. Les autorités genevoises, soutenues par d'autres cantons, s'inquiètent de la création d'un tribunal arbitral ayant « le droit de désigner des "coupables" au sein des autorités et de la police genevoise ». ■
Agathe Duparc

Les incendies circonscrits au nord d'Athènes

ATHÈNES. Les incendies qui avaient débuté vendredi 21 août dans la soirée au nord-est d'Athènes ont été circonscrits dans la nuit du lundi 24 au mardi 25 août, après avoir ravagé près de 20 000 hectares de forêts et terres agricoles, mais des feux continuaient dans d'autres régions de Grèce, ont indiqué les pompiers. « La situation s'est grandement améliorée. Il n'y a plus aucun foyer actif dans la région d'Athènes », a précisé une porte-parole des pompiers. Les forces de lutte anti-incendie « restent sur place pour parer à toute éventuelle reprise de feu », a-t-elle ajouté. Une partie de la force aérienne de lutte contre les incendies a été envoyée mardi matin dans la région du mont Kithaironas, à environ 70 km à l'ouest d'Athènes, et sur l'île d'Eubée (est), où des incendies se poursuivaient mais sans menacer d'habitations. Ces incendies sont les plus graves depuis ceux de l'été 2007, qui avaient fait 77 morts. — (AFP) ■

Royaume-Uni Les travaillistes sont au plus bas

Les conservateurs sont, la semaine dernière, en tête dans les intentions de vote des Britanniques à 41 %, selon un sondage ICM publié mardi 25 août par le quotidien *The Guardian*. Ils devancent les travaillistes (35 %) et les libéraux (19 %), alors que les législatives doivent se tenir avant l'été 2010.

Le président roumain atteint par les affaires de son frère

Le président Traian Basescu peine à gérer les affaires de sa famille. A trois mois de l'élection présidentielle, l'homme le plus populaire de Roumanie risque de voir sa cote s'effondrer à cause des affaires de son frère.

En juin, son frère Mircea Basescu prenait le contrôle de 90 % des actions de la société de consultants Defense Security and Intelligence Co, créée le 4 février 2009. Ses partenaires y étaient de véritables champions du commerce d'équipements militaires : le général de réserve Ion Iftimie Sandu, membre des conseils d'administration des principaux fournisseurs d'armes du pays ; Maria Cazacu, fille d'Aurel Cazacu chargé de l'industrie de l'armement

au ministère de l'économie ; Romeo Oltă, représentant du groupe américain Navigator Development LLC ; et Cristian Geamanu, vice-président de l'antenne pour l'Europe de l'Est de la compagnie américaine General Defense Corp.

La présence du frère du président dans une telle société a provoqué un scandale auquel M. Basescu a du mal à faire face. Le chef de l'État préside le Conseil supérieur pour la défense du pays, qui dessine les stratégies de défense et décide l'achat d'équipements militaires. La Roumanie s'approprié à dépenser quelques milliards d'euros pour moderniser son armée, et un cabinet de consultants dans ce domaine

peut être lucratif. Le plus gros contrat en vue est l'acquisition d'avions américains F16 pour 3,5 milliards d'euros.

« Le président regrette qu'un membre de sa famille soit actionnaire d'une société liée au domaine militaire », déclare la commission publiée par la présidence après l'éclatement du scandale. M. Basescu n'a pas mâché ses mots pour avouer l'embarras provoqué par son frère. « On peut se défendre contre nos ennemis, mais c'est difficile de se défendre face à son propre frère », a-t-il déclaré. « Il se retrouve une fois de plus dans une société suspecte. J'envisage d'abandonner ma candidature à la présidence. » La consigne du président a été

rapidement entendue. Après avoir nié ses liens avec la société de consultant, son frère a dû les reconnaître et la quitter. Maria Cazacu a suivi son exemple, et son père a quitté le ministère de l'économie. Malgré cela, la candidature du président Basescu pour un deuxième mandat a reçu un coup dur. Les effets de la crise économique, mal gérés par le gouvernement, de coalition, exaspèrent de plus en plus de Roumains qui paient à l'heure les deux bouts.

« Les adversaires de Traian Basescu vont essayer de profiter d'une telle situation, analyse le politologue Cristian Pivulescu. Ils vont viser les indécis qui ne restent pas indifférents à cette affaire. » ■
Mirela Bran (à Bucarest)

Pour une nouvelle gouvernance mondiale La France et ses valeurs devraient fournir le socle d'une régulation politique globale

Le monde a perdu ses repères. Il y a un modèle collectiviste : on sait où il a mené ceux qui, de gré ou de force, l'ont subi. Quant au modèle capitaliste, la crise en a révélé les dérives les plus insupportables, déstabilisant l'économie de la planète et surtout ses peuples. Or, faute de valeurs et de références, c'est le vide qui l'emporte. Ou le fanatisme religieux. Ou l'alliance nihiliste entre le capitalisme économi- et la dictature politique. Ce monde tourmenté est la proie de toutes les menaces. La fin des empires aurait pu engendrer un ensemble plus équilibré et plus harmonieux : il n'en est rien. Le terrorisme vient frapper les démocraties au cœur de leurs villes. Et l'enjeu du nucléaire n'est plus la dissuasion, c'est-à-dire la paix par la peur, mais la prolifération, et à travers elle, la « privatisation » de la menace.

L'enjeu est là : redéfinir un cadre, des règles, des instruments qui dessinent un avenir à ce XXI^e siècle naissant, en se fondant sur le réel et en y associant tous ses acteurs. Le président brésilien Lula utilise une expression pour résumer ce défi : « Les dirigeants politiques doivent faire un saut qualitatif et ne plus répéter les erreurs du XX^e siècle ». Dans cette optique, la France a assurément un message à porter, qui puisse dans ses valeurs les plus profondes, à commencer par un attachement indéfectible à l'universalité des droits de l'homme.

Car si la régulation dont le monde a besoin est d'abord politique, cet impératif doit aller de pair avec une exigence éthique. Cela ne signifie pas qu'il ne faille dialoguer qu'avec quelques pays très sur le vif, pour reprendre la formule de François Mitterrand, « si les diplomates ne devaient discuter qu'avec des patrons de vertu ils auraient beaucoup de temps libre ». Mais il était par exemple totalement contestable de participer à la conférence de Genève, dite « Durban II », au cours de laquelle les démocraties furent appelées à comparaître devant les dictatures, en vertu de critères définis par celles-ci.

Quel peut être l'instrument de cette régulation politique mondiale, dédiée à un monde plus attentif aux faibles, mieux organisé face aux périls, et plus apte à répartir équitablement les richesses ? L'ONU, qui ne compte que 88 démocraties sur les 195 États de son Assemblée générale, doit être reformée dans la fidélité à sa mission historique, une ambition humaniste au service de la paix, de la sécurité et du progrès des peuples.

Bertrand Delanoë

Maire (PS) de Paris

Mais, cette perspective demeurant hypothétique, les démocraties ont ensemble, un rôle éminent à jouer. C'est assurément le cas de l'Union européenne qui doit jouer un rôle majeur dans la diplomatie globale notamment par un dialogue constructif avec la nouvelle Amérique de Barack Obama. Le préalable, c'est qu'elle sache parler d'une seule voix, ce qui suppose de construire l'Europe politique, avec une vraie diplomatie commune, et un ministre des affaires étrangères de l'Union.

Cela entraînera évidemment des transferts de souveraineté. La première étape devrait être une représentation commune de l'Union au FMI, comme il y a un négociateur commun à l'OMC. Car cette régulation politique est la clé qui, seule, rendra possibles d'autres avancées décisives, en particulier des garde-fous et d'organiser une juste redistribution.

Le renforcement du rôle du FMI et de la Banque mondiale va dans ce sens, même s'il est insuffisant. Comment prétendre, par exemple, se référer aux objectifs du millénaire en matière de développement, de santé ou d'éducation, sans dispositifs efficaces ? Comment aborder le défi si complexe de l'immigration mondiale, sans un haut niveau de coordination des politiques nationales, voire continentales ?

La encore, le président Lula estime à raison que le G8 a vécu, et qu'il convient de lui substituer le G20, beaucoup plus représentatif. Cette piste pourrait même conduire à intensifier le fonctionnement de ce groupe.

Fabio Rafael Fiallo

Écrivain, auteur de « Terres Éclatées - Dans les coulisses de la Genève internationale » (L'Harmattan)

tion faite pour tant dans le strict cadre de la loi suisse.

Passons aussi – cela a également été amplement dénoncé – sur le dommage considérable qu'une telle attitude aura porté à l'État de droit en Suisse. Comment, en effet, les tribunaux de ce pays pourraient désormais, sans éprouver un sentiment de honte et même d'injustice, prononcer une peine quelconque contre tout citoyen suisse.

En diplomatie, la lâcheté compte un coût moral et politique : la "perte de crédibilité" »

Passons – l'événement a été largement débattu dans la presse – sur l'humiliation que le président de la Confédération helvétique a acceptée de faire subir à son pays en présentant des excuses au colonel Kadhafi pour l'arrestation de son fils par la police genevoise, une arrestation

pe à travers une instance permanente qui lui serait rattachée et qui impliquerait désormais les ministres de l'économie et les représentants des différentes banques centrales.

De même, alors que seule l'Afrique du Sud est membre à part entière du G20, la France devrait proposer d'y associer systématiquement l'Union africaine, dans un partenariat mondial inédit.

Un sujet illustré, précisément, la pertinence d'une action globale malheureusement aux seules nations riches : celui du développement durable. Il est donc urgent de jeter les bases d'une régulation écologique. Or, en la matière, la conclusion du sommet de G8 à l'Aquila (Italie), en juillet, n'est pas rassurante. Certes, les situations très différentes selon les pays rendent difficiles les compromis. Mais l'enjeu nécessite à la fois ambition et clarté des choix, la ou l'ambiguïté demeure.

En effet, d'un côté, les décideurs mondiaux, unanimes, ont fixé à deux degrés la hausse limite de la température terrestre d'ici à la fin du siècle. Au-delà, il est vital, l'impact sur l'écosystème menacerait la survie même de l'homme. Mais de l'autre, aucun engagement précis n'a été pris sur les baisses de CO₂ d'ici à 2020, contrairement à ce que souhaitaient légitimement les pays émergents, avant d'arrêter leurs propres objectifs.

Ce clivage confirme qu'en décembre, lors du sommet de Copenhague, il faudra arrêter des seuils stricts de réduction des émissions, prévoir des dispositifs juridiques contraignants, et fixer un calendrier. Il importera aussi que les gouvernements acceptent de réorienter leurs stratégies industrielles, en donnant priorité à la recherche et à l'innovation au service des technologies. S'y ajoute la nécessité d'engagements précis des pays les plus riches à l'égard des plus pauvres, y compris par des transferts de connaissances et mondiales demeurera illusoire.

L'avenir du monde repose plus que jamais sur une vertu fondamentale : la solidarité. Entre le cynisme d'une realpolitik réduisant la diplomatie à sa dimension commerciale ou à la gestion d'un rapport de force et l'angélisme destructeur, il reste un chemin.

Celui des valeurs, de la responsabilité et de l'efficacité sur les vrais défis de l'époque. Telle pourrait être la voix de la France, si elle sait porter à nouveau le langage que le monde a appris à aimer d'elle.

chances de servir de pays hôte pour la tenue de négociations internationales scabreuses, notamment sur le conflit israélo-palestinien.

En effet, qui est à même d'affirmer que la Suisse, pendant qu'elle accueillait de telles négociations, ne céderait pas à de nouveaux changements si certaines parties prenantes tentaient d'influer sur le rôle de médiateur du pays hôte au moyen de méthodes de pression contestables, comme celle utilisée avec succès par le colonel Kadhafi ?

La déconfiture d'Hans-Rudolf Merz est d'autant plus consternante et dommageable pour la Suisse qu'elle survient après une autre capitulation en rase campagne : celle de la ministre des affaires étrangères suisse, M^{me} Micheline Calmy-Rey, qui, lors de sa visite à Téhéran en mars 2008, s'était pliée aux injonctions des ayatollahs au pouvoir lui demandant de se couvrir la tête d'un voile pendant ses entretiens officiels.

Bien des pays – et en premier lieu Israël – réfléchissent plus d'une fois, à juste titre, avant d'accepter de prendre part en Helvétie à des négociations difficiles et dangereuses. Ils préféreraient pour cela aller camper sur des terres plus fiables.

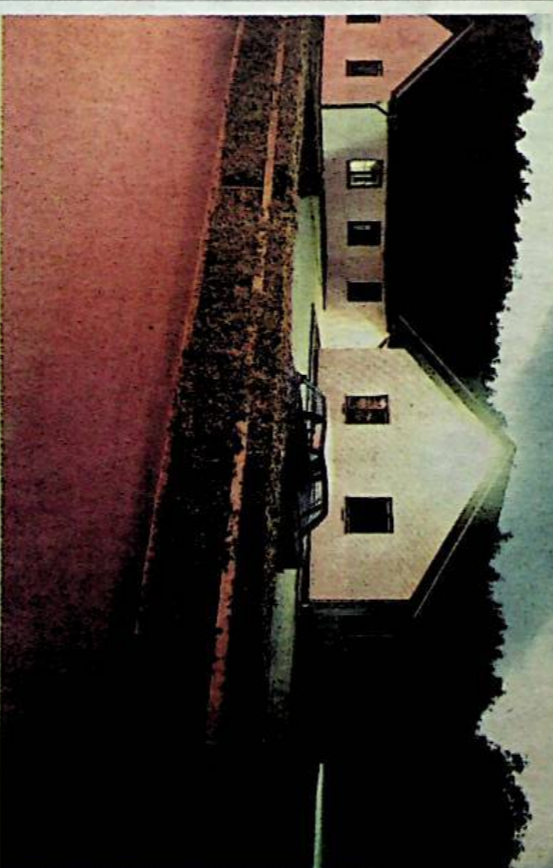
En diplomatie, la lâcheté compte un coût non seulement moral, mais aussi politique. La pour nom « perte de crédibilité ».

1997 ► La loi du plus fort, quoi qu'il en coûte

Libéralisme économique n'est ni moral ni éthique, alors pourquoi Burke Devore devrait-il être ? Devoré par deux années de chômage, cet ancien cadre supérieur dans une usine de papier a trouvé la solution radicale : tuer ses concurrents. Ces hommes qui, comme lui, ont été victimes du *downtsizing* (« dégraissage ») dans l'Amérique des années 1990. Ils sont bardés de diplômes, ont cru au « rêve américain » et se retrouvent brutalement licenciés, sacrifiés sur l'autel de la productivité, bazardés après vingt ans de bons et loyaux services.

En 1996, les présidents de grands groupes aux salaires mirobolants se font traiter de « trieurs ». En ouverture de *Newsweek*, c'est « *Main Street contre Wall Street* ». Le capital humain contre le capital financier. Pour maintenir leurs marges bénéficiaires, parvenant à des coûts les plus bas afin de distribuer des dividendes les plus élevés et satisfaire ainsi les investisseurs, les entreprises taillent dans les effectifs de leurs cadres. La pression de *Wall Street* est impitoyable, le héros de Donald Westlake, issue de cette classe moyenne qui se croyait à l'abri, le sera aussi.

Après avoir consciencieusement répondu en vain à dix dizaines d'offres d'emploi, après avoir cru que son chômage serait de courte durée, après avoir épuisé ses indemnités de licenciement, après avoir découvert que les réunions de conseil pour retrouver du travail étaient « *de la bouillasse* », Burke se rend à ce qu'il croit être l'évidence : « *L'ennemi, ce sont les patrons, les actionnaires qui ne s'inquiètent pas de leur bien-être* ».



Photographie de Lars Tunbjörk, extraite de sa série « Home ».

ressent à rien d'autre qu'au rendement. Mais à quoi cela m'avancerait-il de tuer mille actionnaires. Les PDG et les actionnaires sont l'ennemi, le problème de la société, mais ce n'est pas mon problème personnel ». Non, le vrai problème de Burke, ce sont ces six curriculum vitae qu'il a réussi par ruse à obtenir. Six CV de cadres au chômage, habitant sa région, et susceptibles de répondre aux mêmes offres d'emploi que lui. Ils sont soit plus jeunes, soit plus diplômés que Burke, bref, dans l'arène du marché du travail, où les postes à pourvoir se raréfient, ils peuvent gagner avant lui.

Alors, en désespoir de cause, il ne trouve qu'une solution : les tuer. Méthodiquement. Il devient *serial killer* « par contrat ». « Je ne suis pas un assassin, ce n'est pas moi, ça. J'y ai été contraint par la logique des événements : la logique des actionnaires, du marché, des effectifs. Montrez-moi une autre solution, et je l'adopterai. Ce que je fais en ce moment est horrible, effroyable, mais je dois sauver ma propre vie. »

Formidable roman noir, sans doute l'un des meilleurs de Donald Westlake. *Le Coupérot*, porté à l'écran par Costa-Gavras en 2005, distèque, mieux que bien des études ou des statistiques, les conséquences dévastatrices du libéralisme triomphant. Le chômage à long terme, « ça abîme tout », résume Burke. « C'est peut-être du snobisme de ma part de penser que ça frappe les classes moyennes plus durement que les autres, mais je le pense vraiment. Les

Débats 17

Le Coupérot de Donald Westlake Traduit de l'américain par Mona de Pracomtal Collection Rivages-Thierry, 2000

classes moyennes sont habituées à une progression régulière dans la vie. Nous renvoyons aux sommets, nous nous dévouons à une société et, en échange, nous sommes censés être préservés de la chute. Maintenant ce n'est plus ça, et nous nous sentons trahis ». On leur avait dit « *Faites des études* ». « Soyez performants », mais la mondialisation a eu raison de leur bonne volonté et de leur assiduité à bien faire. Tout se brise. Les vies dévalent, alors qu'elles semblaient protégées, immunisées. A 51 ans, Burke est un homme blessé, déprimé, qui ne peut plus « protéger » sa famille. Il se retrouve à court d'argent pour rembourser l'emprunt de sa maison, son couple, jusqu'à alors uni, bai de l'alle, son fils est arrêté pour vol. La rancœur, la honte, la peur viscérale de la marginalisation le submergent.

Les collègues de bureau qui déjeunent chaque jour ensemble, qui étaient potes tant que tout allait bien, ont cessé de se voir. C'est le règne de l'individualisme, du chacun pour soi, plus question de se serrer les coudes, le marché de l'emploi est devenu un combat. Que le plus fort gagne. Coûte que coûte.

Burke n'a plus confiance en rien ni en personne. Face à la « terre économique », il choisit : « *L'autodéfense pour payer son*

crédit, défendre sa famille, sa vie, son avenir ». Il va supprimer ses semblables pour sauver sa peau. Il n'a pas d'état d'âme, sauf le temps d'une nuit durant laquelle il se déteste parce qu'il n'a pas pu tuer « proprement », qu'il a dû rouler avec sa voiture sur le corps de sa victime. Un massacre.

Mais au petit matin il se ressaisit parce que dans cette société en transition « *devenue folle* », la fin justifie les moyens. « C'est le nouveau code moral de l'Amérique », affirme Burke. Pour améliorer la productivité, les patrons dégraisaient même si l'entreprise est saine ; pour trouver du boulot, Burke tue, même si ses victimes sont ses frères de galère. « Comme les PDG, je n'ai rien à regretter, assure-t-il. Je dois le faire, coûte que coûte. Je ne m'arrêterai pas tant je n'ai rien à regretter ». Quand cet « enfer » sera fini, il se glissera dans son nouveau poste de cadre « *comme dans un bain chaud* ».

Dans *Le Coupérot*, la morale n'est pas sauve. Burke a réussi. Il a retrouvé du travail, le poste de responsable de produits qu'il espérait tant, et jamais la police ne le soupçonnera des crimes perpétrés dans sa région. Burke est un monstre, mais dans la jungle sociale il a mené, dans une noirceur absolue, le « combat de sa vie ». Dix ans après sa parution, ce roman est d'une redoutable actualité. Le relier en cette période de crise financière et économique donne un sentiment de vertiges.

Sandra Blanchard Prochain article « King », de Michel Vianier